

ENPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5^e année / N°204

du 16 au 22 janvier 1987

POLITIQUE

Le Guatemala rejoint le Bloc de Tegucigalpa
Le Guatemala et le scandale Iran-Contra
Le gouvernement a violé la Constitution
Le président du Congrès est nommé ministre
Le gouvernement gêne la création de syndicats
Le GAM victime de nouvelles attaques

ECONOMIE

Les chefs d'entreprise font un bilan de la première année
démocrate-chrétienne
Pertes graves en raison de la chute du prix du café
Les conclusions de la réunion du SELA

INSURRECTION

L'EGP célèbre ses quinze ans
Intense activité de l'ORPA dans l'ouest du pays

MOUVEMENT POPULAIRE

Protestation des fonctionnaires contre la hausse du coût
de la vie

DROITS DE L'HOMME

La DC a été un espoir éphémère
Quatre paysans sont assassinés
Offensive gouvernementale contre les enseignants
Cinq hommes ont été enlevés
Manque de procureur

REFUGIES

Les conditions manquent pour le retour
Une délégation mexicaine au Guatemala

BILAN ECONOMIQUE

Encore une année d'inflation et de chômage

4°P. 12315



POLITIQUE

LE GUATEMALA REJOINT LE BLOC DE TEGUCIGALPA

Les ministres des affaires étrangères du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Costa Rica se sont réunis le 16 janvier afin de se mettre d'accord sur des positions communes, à la veille de la tournée que devait réaliser dans toute la région, entre le 17 et le 20, le Groupe des Dix. Le Groupe des Dix est composé des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA ainsi que des ministres des affaires étrangères des pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui.

Francisco Villagran de Leon, vice-ministre des affaires étrangères, a déclaré que le Guatemala avait décidé de participer à la réunion pour "maintenir une communication fluide sur le problème centraméricain".

Pour sa part, Mario Quiñonez, ministre des affaires étrangères, a affirmé, au terme de la rencontre, que le Guatemala, tout en soutenant Contadora, ne refusait pas sa coopération à l'initiative du Costa Rica pour la pacification de la région, initiative qui recevrait l'aval du gouvernement des Etats Unis.

LE GUATEMALA ET LE SCANDALE IRAN-CONTRA

Le quotidien "The Washington Post" a révélé le 17 janvier que des organisations privées nord-américaines avaient utilisé des documents signés par des officiers de l'armée guatémaltèque pour acheter des armes destinées à la contre-révolution nicaraguayenne et tromper les autorités portugaises.

Selon le journal, les documents présentés au Portugal portaient la signature du général Augusto Caceres Rojas, sous-chef de l'état major général de l'armée guatémaltèque, qui était sensé être le destinataire final du chargement d'armes estimé à 800 tonnes.

Ce chargement a été en fait envoyé à la base militaire salvadorienne d'Ilopango, point de départ de l'approvisionnement pour la Contra.

LE GOUVERNEMENT A VIOLE LA CONSTITUTION

Le 12 janvier, l'association des avocats "Justice et Droit" a accusé le gouvernement du président Vinicio Cerezo d'avoir, en au moins huit occasions pendant l'année 1986, violé la Constitution de la République.

Les juristes ont dénoncé en particulier les violations des droits et des libertés fondamentales des citoyens que garantit la Constitution de la nation.

L'ORPA dénonce en outre le fait que l'armée utilise la population civile "en risquant sa vie" dans des opérations militaires.

MOUVEMENT POPULAIRE

PROTESTATION DES FONCTIONNAIRES CONTRE LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE

Dans une déclaration publiée le 14 janvier, la Fédération Nationale des Syndicats des Travailleurs de l'Etat dénonce la constante augmentation du coût de la vie, et s'inquiète de l'instabilité sociale provoquée par l'irresponsabilité du gouvernement.

La Fédération appelle les travailleurs à se tenir prêts à adopter les décisions qu'exige la situation.

DROITS DE L'HOMME

LA DC A ETE UN ESPOIR EPHEMERE

Dans une déclaration publiée le 16 janvier, le GAM affirme que le gouvernement a été un espoir éphémère pour le peuple guatémaltèque. Après avoir souligné le climat d'insécurité politique et la situation économique critique dont souffre la majorité de la population, le GAM dénonce les manoeuvres gouvernementales visant à le désarticuler.

QUATRE PAYSANS SONT ASSASSINES

Les paysans Arnoldo Lopez et Julio Bonilla, 22 et 26 ans, ont été assassinés par des éléments de l'armée dans les montagnes proches du village de Villa Hermosa, commune de Esquipulas Palo Gordo, San Marcos, alors qu'ils participaient à des travaux agricoles. La dénonciation en a été faite par les proches des victimes le 18 janvier.

Par ailleurs, les cadavres torturés d'Abraham Gomez Rosa et d'Andres Vargas Ordoñez ont été retrouvés le 18 janvier dans le département d'Escuintla, au sud du pays.

OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE CONTRE LES ENSEIGNANTS

Le 14 janvier, l'enseignante Regina de Padilla, 30 ans, a été assassinée à son domicile de la capitale par des éléments de la sécurité du gouvernement, qui ont ensuite mis le feu à sa maison.

Le même jour, des agents gouvernementaux ont enlevé dans la capitale l'enseignante Alma America Garrido de Giron, 27 ans, dont le cadavre a été retrouvé le 17 janvier, portant des traces de tortures, sur la route qui relie Escuintla à Antigua Guatemala.

En outre, a été retrouvé le cadavre égorgé et torturé de Jeronimo Mis Garcia, 50 ans, qui avait été enlevé le 12 janvier dernier.

CINQ HOMMES ONT ETE ENLEVES

Des organisations humanitaires ont informé le 14 janvier que cinq hommes adultes avaient été enlevés par des effectifs de la sécurité entre le 23 décembre et le 9 janvier. Bartolo Castro Cuac, Ismael Giron Cuc, Jose Alfredo Caal, Santos Alva Yoc et Miguel Angel Pacay ont disparu dans les départements de Suchitepequez, Zacapa, Alta Verapaz et Solola, ainsi que dans la ville de Guatemala.

MANQUE DE PROCUREUR

Le 19 janvier, le député Oliverio Garcia Rodas, membre de la Commission des Droits de l'Homme du Congrès de la République, a reconnu qu'il existait encore au Guatemala une grande quantité de violations des droits de l'homme. Le parlementaire a affirmé qu'il était difficile de trouver un procureur des droits de l'homme, car celui qui serait désigné pourrait être victime de pressions ou de menaces de mort.

REFUGIES

LES CONDITIONS MANQUENT POUR LE RETOUR

Le 16 janvier, le colonel Eliu Cabrera Padilla, vice-ministre de la Défense, a reconnu que plusieurs régions du pays n'offraient pas les conditions satisfaisantes pour le retour des réfugiés ..

Selon l'officier, ces zones se trouvent dans les départements d'El Quiche, Huehuetenango et El Peten.

UNE DELEGATION MEXICAINE AU GUATEMALA

Jorge Carrillo Olea, secrétaire d'état mexicain, est arrivé le 15 janvier au Guatemala à la tête d'une délégation composée par Oscar Gonzalez et Maximo Garcia Tapia, respectivement coordinateur et sous-coordinateur de la Commission Mexicaine d'Aide aux Réfugiés (COMAR), afin de discuter avec les autorités guatémaltèques de la situation actuelle et future des 46 mille réfugiés.

Les délégations mexicaines et guatémaltèques ont signé un accord reconnaissant le droit au retour volontaire.

LE PRESIDENT DU CONGRES EST NOMME MINISTRE

On a appris le 13 janvier par voie de presse qu'Alfonso Cabrera, président du Congrès de la République, occupera la charge de ministre des "affaires spécifiques", et sera remplacé à la présidence de l'Assemblée législative par Ricardo Gomez, également démocrate-chrétien.

Le ministère des affaires spécifiques, également nommé ministère de la Présidence, a été créé récemment et est considéré comme un "superministère".

LE GOUVERNEMENT GENE LA CREATION DE SYNDICATS

Le 18 janvier, le Syndicat des Travailleurs de l'Education du Guatemala (STEG) a accusé le Ministère du Travail de mettre des obstacles aux démarches de régularisation des syndicats, violent ainsi la Constitution et la législation du travail.

Le dirigeant syndical Eliseo Cano a affirmé qu'un haut fonctionnaire du ministère avait ordonné d'archiver le dossier du STEG comme mesure dilatoire.

LE GAM VICTIME DE NOUVELLES ATTAQUES

Selon un communiqué du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) connu le 16 janvier, l'organisation progouvernementale Groupe d'Appui Mutuel Indigène (GAMI) a lancé diverses attaques contre le GAM et sa présidente Nineth de Garcia, afin de diviser et de discréditer les authentiques organisations humanitaires.

ECONOMIE

LES CHEFS D'ENTREPRISE FONT UN BILAN DE LA PREMIERE ANNEE DEMOCRATE-CHRETIENNE

Un communiqué diffusé le 14 janvier par le Comité de Coordination des Associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) demande au gouvernement de réduire la taille de l'administration publique, éliminer le déficit fiscal, abandonner le projet de nouveaux impôts, supprimer le contrôle sur l'économie et fermer ou privatiser les entreprises d'état déficitaires.

Après avoir loué la décision gouvernementale de libérer les prix et de contrôler l'inflation, le CACIF critique le gonflement du déficit fiscal ainsi que le projet d'établir de nouveaux impôts.

PERTES GRAVES EN RAISON DE LA CHUTE DU PRIX DU CAFE

Lizardo Sosa, ministre de l'économie, a annoncé le 13 janvier que le Guatemala perdra en 1987 quelques 60 millions de dollars en raison de la chute des prix du café sur le marché international. Le cours du café est récemment tombé à 1,25 dollar la livre.

Le café représente environ 40% du volume global des entrées de devises pour le Guatemala.

LES CONCLUSIONS DE LA REUNION DU SELA

Le 17 janvier s'est terminée la Conférence Ministérielle sur les Produits de Base d'Amérique Latine et des Caraïbes du Système Economique Latinoaméricain (SELA), durant laquelle a été produite la "Déclaration de Guatemala" qui fixe la position latinoaméricaine face à la grave situation des produits de base, et qui propose une série de mesures pour résoudre la crise qui touche les matières premières.

Les ministres ont exprimé leur préoccupation face à la crise des grains de base, due à la brutale chute des cours et à la détérioration des conditions offertes par le marché des pays industrialisés.

INSURRECTION

L'EGP CELEBRE SES QUINZE ANS

Les authentiques révolutionnaires ne luttent pas contre la démocratie, mais contre la négation de la démocratie, déclare l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP), composante de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) dans un communiqué diffusé le 19 janvier pour célébrer son quinzième anniversaire.

Après avoir tiré le bilan de la première année de gouvernement démocrate-chrétien, l'EGP réaffirme son engagement dans le cadre de la lutte révolutionnaire, et au côté du peuple guatémaltèque.

INTENSE ACTIVITE DE L'ORPA DANS L'OUEST DU PAYS

Le 19 janvier, un communiqué insurgé a annoncé que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) avaient soutenu quatre combats contre les troupes gouvernementales et réalisé quatre embuscades ainsi que l'occupation d'une exploitation de café. En ces occasions, l'armée a eu, au moins, 13 pertes.

Ces actions ont eu lieu entre le 5 et le 18 janvier dans les communes d'Esquipulas Palo Gordo, San Pablo et El Tumbador, département de San Marcos.

BILAN ECONOMIQUE

ENCORE UNE ANNEE D'INFLATION ET DE CHOMAGE

1987 a commencé sous de mauvais auspices pour le gouvernement démocrate-chrétien. Des analystes de différentes tendances politiques considèrent que les problèmes économiques et sociaux vont s'aggraver cette année; et c'est ce qui commence à se manifester au moment où plusieurs organisations professionnelles annoncent qu'elles lutteront pour obtenir des réajustements salariaux.

Il y a quelques jours, le président de la Banque du Guatemala a révélé à la presse que les guatémaltèques avaient, au début de l'année, perdu 20% de leur pouvoir d'achat par rapport à l'année 86. Les ministères de l'Economie et de l'Agriculture ont au même moment annoncé la libération, et donc l'augmentation, du prix du lait et de la viande, ce qui a déclenché de nombreuses critiques.

Le syndicat de l'enseignement, ainsi que d'autres organisations de fonctionnaires, ont annoncé des actions en conséquence si leurs revendications salariales n'étaient pas prises en compte. Les dirigeants de la Confédération d'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG) ont, en outre, choisi une attitude plus combative face à ce qu'ils considèrent comme le résultat de l'incapacité des gouvernements à répondre à leurs demandes.

La CUSG accuse Catalina Soberanis, ministre du Travail, de s'opposer aux intérêts des travailleurs et de faire obstacle à la légalisation de douzaines de syndicats dont les dossiers s'accumulent dans les services qu'elle dirige.

Mme Soberanis s'est prononcée, il y a quelques jours, contre une augmentation substantielle des salaires tant dans le secteur privé que dans le public, prétextant que "si l'augmentation rejoignait ou dépassait l'indice de l'inflation, cela reviendrait à une indexation qui serait dangereuse pour les intérêts nationaux".

Soberanis a ainsi exprimé le refus officiel d'élever le niveau de vie des travailleurs. Selon ses paroles, l'ajustement salarial ne peut excéder 20%.

Si à cela il faut ajouter que durant l'année passée le taux de chômage s'est maintenu au delà de 45% de la population économiquement active, et ceci malgré les déclarations de Mme le ministre affirmant que ce taux a baissé de 2%, on constate que la situation sociale deviendra instable pour le régime, une fois évanouis les espoirs créés par l'installation de ce gouvernement l'année passée.

Maximino Contreras, président de l'Association des Chômeurs, a déclaré récemment qu'en 1986, 32 mille personnes avaient perdu leur travail et rejoint la masse des sans-emploi. En conséquence, il sera difficile que les 75 mille guatémaltèques qui rejoignent chaque année la population active puissent trouver un emploi.

Les données de la Banque du Guatemala et du ministère de l'Economie indiquent que l'inflation pour l'année 86 a été de 24%. Pendant que les hauts fonctionnaires tentent de convaincre l'opinion publique que les prix des produits de base se maintiennent stables, la presse rend compte quotidiennement des plaintes de la population face aux augmentations démesurées qui atteignent le panier de la ménagère. La Banque Centrale propose, selon son président, Federico Linares, que l'augmentation des prix pour cette année ne dépasse pas 10%. Grâce à l'utilisation des chiffres officiels, tout est possible. Néanmoins, des économistes non-gouvernementaux considèrent, qu'en 1987, l'inflation atteindra 40%. Bien que ce chiffre ne semble pas très grave dans le contexte latinoaméricain, il représente, dans la situation interne du Guatemala, un fait aux conséquences sérieuses.

C'est le jugement que porte Jorge Gonzalez del Valle, fonctionnaire du Centre d'Etudes Monétaires Latinoaméricaines (CEMLA); tandis que l'analyste José Molina Calderón affirme que le gouvernement cherchera à faire croire que l'inflation pour 87 ne dépassera pas l'intérêt bancaire (maximum 14%) pour stimuler l'épargne, limiter la circulation d'argent et atténuer les effets inflationnistes.

Le gouvernement avait proposé la création d'emplois par la réalisation de travaux d'infrastructure, mais cette solution est à la fois temporaire et incertaine. Quatre mille travailleurs des travaux publics, qui avaient été embauchés au mois d'août dernier, se sont retrouvés chômeurs en décembre, le contrat ayant pris fin; et, selon René de Leon, ministre du Développement, il n'y a plus de crédits pour maintenir ces emplois.